



Paris, le 10/10/2019

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Le Collectif Haïti de France, association de défense des Droits Humains regroupant 80 associations de solidarité avec des partenaires haïtiens, s'inquiète fortement de la crise sociale, politique et humanitaire sans précédent qui touche Haïti.

La colère du peuple dure depuis plus d'un an et ne faiblit pas. Malgré des centaines de morts et des centaines de blessés (+80 % d'attaques meurtrières au cours du dernier trimestre, 17 personnes tuées et 189 blessées rien que du 16 au 30 septembre 2019), la population montre une extrême détermination à changer la société actuelle et à demander justice.

Les manifestations répétées depuis le 16 septembre engendrent une situation de blocage des activités, le manque de carburant, de nourriture, de médicaments et de produits de première nécessité. Les hôpitaux ne peuvent plus recevoir les malades et les blessés, la rentrée scolaire n'a pu être assurée. Le pays entre dans une crise humanitaire d'ampleur inégalée.

Lors de différents échanges avec des représentants de la société civile haïtienne (RNDDH, Petrochallengeurs, partenaires), il semble évident qu'un changement profond du système politique, économique et judiciaire soit revendiqué à travers la mobilisation citoyenne sans précédent qui se maintient depuis l'été 2018 pour exiger *Vérité et Justice* dans l'affaire des détournements de fonds de l'initiative Petrocaribe pour atteindre une stabilité politique et sociale, que de nouvelles élections ne suffiraient pas à satisfaire.

Les organisations de la société civile réclament désormais la démission du Président Jovenel Moïse, ainsi que celle des parlementaires, et la mise en place d'un gouvernement de salut public avant l'organisation de nouvelles élections. La corruption et l'impunité ne peuvent plus être tolérées, seule la justice sociale permettra un retour à la paix et à la stabilité.

Depuis des décennies, les rapports des experts indépendants du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme sur la situation des Droits Humains en Haïti pointent l'inégalité sociale et les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que l'impunité et les violations commises dans le passé comme facteurs clés d'une situation des Droits Humains qualifiée d'extrêmement grave. C'est pourquoi le CHF tient à témoigner de son attachement aux principes contre l'impunité du Haut Conseil des Nations unies aux Droits de l'Homme de 1997, aussi appelés « principes Joinet ».

Nous nous joignons aux nombreuses voix qui se sont élevées à travers Haïti pour exiger de ne pas mener le pays à une insurrection violente, et d'écouter la demande légitime du peuple.

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, nous vous invitons à user de toute votre influence au sein des Nations Unies et du « Core Group » des pays amis d'Haïti, afin que la bonne décision soit prise pour répondre à l'appel du peuple haïtien, et éviter que le pays ne s'enfonce encore plus dans le chaos.

Très respectueusement,

Ornella BRACESCHI,

Présidente du collectif Haïti de France,

Membre de la Coordination Europe Haïti